
LES AUTEURS DE LA SEMAINE

LES AUTEURS DE LA SEMAINE

Maxime Boul, maître de conférences en droit public, UT Capitole, IEJUC. Samuel Deliancourt, rapporteur public à la CAA de Lyon, maître de conférences associé – Équipe de droit public de Lyon – EA 666...

ACTUALITÉS

419 Aller plus loin sur la fin de vie ?

LA QUESTION MONTANTE D'UNE ÉVOLUTION DE LA LOI EN FAVEUR DE L'AIDE ACTIVE À MOURIR
POINTS CLÉS ► Alors qu'une convention citoyenne devrait être organisée sur la fin de vie et l'euthanasie au cours du...

L'information en continu

420 Journal officiel du 17 au 23 juin 2022 Au Conseil d'État Rubrique rédigée par Lucienne Erstein, conseiller d'État honoraire Clemmy Friedrich, docteur en droit, magistrat administratif Contrats /...

CHRONIQUE

2198 Urbanisme : chronique de jurisprudence du Conseil d'État Décisions de janvier à mars 2022

Assez peu de nouveautés marquent les décisions rendues au cours du premier trimestre. On relève, en revanche, dans des domaines divers, plusieurs confirmations jurisprudentielles qu'il n'est pas...

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES PRATIQUE

2199 Mettre en œuvre et assurer la protection des lanceurs d'alerte, conseils pratiques pour les collectivités territoriales

La loi du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte promeut un nouveau régime de protection des lanceurs d'alerte particulièrement au sein de la fonction publique. Elle...

ENVIRONNEMENT COMMENTAIRE

2200 Du compost au Conseil constitutionnel

Solution. – Le Conseil constitutionnel considère que sont conformes à la Constitution les dispositions de l'article 90 de la loi « antigaspillage » (« LAGEC ») du 10 février 2020 soumettant à la...

FONCTIONS PUBLIQUES ET RH CONCLUSIONS

2201 Compétence du conseil académique pour décider d'interrompre la procédure de recrutement d'un enseignant-chercheur

La loi du 22 juillet 2013 sur l'enseignement supérieur a procédé à un rééquilibrage des pouvoirs entre les instances universitaires, en renforçant en particulier ceux du conseil académique par rapport...

2202 Des fonctions exercées à titre accessoire ou occasionnel ouvrent-elles droit à l'attribution de la NBI ?

Le seul exercice effectif des fonctions ouvre-t-il droit à NBI, même si celles-ci le sont de manière marginale ou occasionnelle ? La jurisprudence n'est pas unanime et la cour administrative d'appel...

SANTÉ / AFFAIRES SOCIALES ÉTUDE

2203 Le BRS : un outil qui s'enrichit au lendemain de la loi 3DS en faveur de l'accès à la propriété

Deux récentes réformes ont impacté considérablement le monde HLM : la « loi Elan » n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 et la loi dite « 3DS » n° 2022-217 du...